

VISITE DE TRAVAIL DE ABDELMALEK SELLAL À ANNABA

AEP, assainissement et lutte contre les inondations au programme

Renforcement des capacités d'alimentation en eau potable (AEP), des réseaux d'assainissement et lutte contre les inondations ont fait l'objet de la visite de travail et d'inspection effectuée, hier, par le ministre des Ressources en eaux, M. Abdelmalek Sellal à Annaba et El-Tarf.

A cet effet, M. Sellal a entamé sa visite en se rendant à la station de pompage des Salines, située à proximité de l'aéroport international Rabah-Bitat où il a procédé à la mise en service du transfert de l'eau de Bouteldja, dans la wilaya d'El-Tarf, vers la station de traitement de Chaïba, d'une capacité de 160 m³ seconde, desservant la ville de Annaba et les agglomérations de Sidi-Amar et El-Bouni.

Sur le même site, le ministre a écouté des explications concernant le lancement du projet d'extension et de réhabilitation du cinquième lot de cette même station des Salines, avec l'édification d'un nouveau réservoir, des travaux de raccordement du réseau d'assainissement de la ville de Annaba vers la station de traitement et d'épuration des eaux usées

(STEP) d'El Allelick. Cette importante station d'une capacité de 580 700 équivalent habitants avec un débit de 83 620 m³/jour, aura à traiter les eaux usées du chef-lieu de wilaya, ainsi qu'une douzaine d'autres villes et villages limitrophes. D'une AP d'environ 5 milliards de dinars, sa mise en service est prévue pour la mi-janvier 2010. A Chaïba, dans la commune de Sidi Amar, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux d'un réservoir de 10 000 m³ qui viendra renforcer l'alimentation des pôles d'extension urbaine de la wilaya de Annaba.

Dans ce cadre, M. Sellal a insisté sur la nécessité d'arriver à sécuriser la distribution de l'eau potable. En visitant les stations de relevage de la plaine ouest et celle n°4 de la plage de Rizzi-Amor,

achevées à 100 %, entrant dans le cadre de la lutte contre les inondations, fréquentes à Annaba, notamment, en période hivernale, le ministre a signifié aux responsables de la société de l'eau et de l'assainissement de Annaba et El-Tarf (SEATA) qu'il s'agissait là d'une priorité. Il les a informés, à ce sujet, que les crédits d'une valeur de 250 millions de dinars pour les équipements ont été dégagés.

Dans le même ordre d'idées, et afin de supprimer les points noirs constatés, le directeur de l'hydraulique a fait part au ministre du lancement en 2011 des travaux d'un barrage érecteur à Bouhdid pour réguler les eaux pluviales des piémonts de l'Edough.

La capacité de retenue de ce barrage est estimée à 33 millions de m³. Le ministre a demandé que cette quantité soit destinée à l'agriculture, tout comme les eaux traitées de la station d'El-Allelick. Dans la wilaya d'El-Tarf, M. Sellal devait inspecter les travaux du

barrage de Bougous d'une retenue de 30 millions de m³. Une bonne partie des eaux de ce barrage viendront renforcer, à la mi-mars prochain, les capacités d'AEP de la wilaya de Annaba et le reste alimentera la wilaya d'El-Tarf.

Dans un point de presse tenu avant son départ vers la wilaya d'El-Tarf, le ministre a mis l'accent sur la priorité pour son département de protéger la ville de Annaba des inondations à travers le curage des canaux à ciel ouvert pour dégager les gravats. Il fera part, à ce propos, de la mobilisation de 800 camions de différents tonnages, lors des inondations du mois de septembre écoulé.

Opération qui a évité à la ville des pertes en vies humaines constatées durant les inondations des années 1980 et même après. Cette protection sera renforcée par le barrage érecteur de Bouhdid, a affirmé M. Sellal.

Concernant la gestion déléguée, confiée à une entreprise allemande pour cinq ans, le

ministre soulignera que cette gestion aura à améliorer et à mettre à niveau la distribution de l'AEP et l'assainissement comme elle permettra la formation de cadres algériens dans ces domaines.

Il évoquera, par ailleurs, le prochain lancement des travaux de la station de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de 50 000 m³ et qui sera portée à 100 000 m³, afin d'augmenter et de sécuriser cette ressource vitale pour les populations de Annaba et d'El-Tarf.

Il annoncera également l'étude qui a démarré pour la dépollution industrielle de l'oued Seybouse, traversant quatre wilayas de l'extrême est, avant de se jeter dans la mer près de la ville de Annaba. L'eau de l'oued, ainsi dépolluée, profitera à l'agriculture, a fait savoir le ministre. Cette opération est menée en collaboration avec le ministère de l'Environnement dont le pilotage lui a été confié, a-t-on appris du directeur de l'environnement de Annaba.

A. Bouacha

INSERTION DE L'ENFANT HANDICAPÉ EN MILIEU SOCIAL ORDINAIRE

Beaucoup de sensibilisation mais peu d'engagement sur le terrain

Afin de situer les conditions dans lesquelles sont scolarisés les enfants handicapés, une enquête nationale sur l'éducation des enfants ayant des besoins spécifiques dans les écoles primaires a été entamée par l'Unicef, en collaboration avec le ministère de l'Education nationale.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - En marge d'une conférence organisée hier par l'association Handicap International et ayant pour thème l'insertion des enfants en situation de handicap en milieu scolaire ordinaire en Algérie, le chargé du programme éducation à l'Unicef, Farid Boubakeur, a

appelé à ce que les mentalités changent en passant à la bienveillance sur les enfants souffrant d'un handicap aux droits. A cet effet, le représentant de l'Unicef en Algérie a annoncé l'ouverture d'une enquête qui situera à quel degré les articles contenus dans la convention de cette organisation inter-

nationale sont respectés.

De son côté, le directeur de la formation au ministère de la Solidarité nationale, Mohamed Tahar Boutaghane, a tenu à préciser que l'éducation inclusive des enfants handicapés s'appuie sur trois principes fondamentaux : la concertation et la coopération permanente avec la famille et le milieu dans lequel ils évoluent, la souplesse dans l'élaboration des projets et leur application, ainsi que les projets individualisés.

Sur ce dernier point, l'intervenant a souligné

qu'avec le temps, il s'est avéré qu'il est impossible d'ériger une solution hégémonique et que, pour cette raison, des projets individualisés ont été élaborés depuis déjà trois ans pour que chaque cas (enfant handicapé) puisse être traité selon sa spécificité.

Par ailleurs, M. Boutaghane a fait savoir qu'il existe actuellement en Algérie 157 centres spécialisés qui abritent 14 250 enfants handicapés et 2 485 instituteurs, tout en précisant que la majorité de ces centres assurent une

prise en charge spécifique. Quant aux classes spéciales de handicapés sensoriels dans le milieu ordinaire, 74 ont été ouvertes pour l'année scolaire 2008-2009. Ainsi, un taux de réussite de 100 % a été enregistré dans le cycle primaire, 95 % pour le BEM (cycle moyen) et 42% pour le baccalauréat.

Enfin, l'ergothérapeute et délégué de communication de l'association El-Baraka, Khelifa Smati, a conclu qu'il y a en Algérie beaucoup de sensibilisation et peu d'engagement sur le terrain pour l'intégration de l'enfant han-

dicapé dans le milieu social ordinaire.

Selon lui, beaucoup de chefs d'établissement ayant la charge de veiller à la sécurité des enfants s'opposent très souvent à leur intégration dans leur établissement.

Sans toutefois oublier, ajoute-t-il, la surcharge des établissements, l'incompétence des éducateurs qui ne sont pas généralement formés en la matière et, enfin, l'inadaptation du milieu urbain et des équipements à la spécificité du handicap.

M. M.

EXPLORATION D'HYDROCARBURES

Vers la création d'une société algéro-égyptienne

Une société mixte algéro-égyptienne activant dans l'exploration et le développement d'hydrocarbures au plan bilatéral et à l'international, est en vue. En ce sens, un accord entre Sonatrach et la société pétrolière égyptienne GPC devrait être signé à l'occasion de la visite «officielle» du ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, au Caire les 6 et 7 décembre prochains.

Une option qui confirme la continuité des relations économiques et, partant, politiques entre l'Algérie et l'Egypte qui demeure, selon Chakib Khelil, un «client» important. Ainsi, Sonatrach, qui a vendu 1 million de tonnes de GPL à l'Égypte, poursuivra ses relations commerciales avec ce pays.

Auparavant, le samedi 5 décembre, Chakib Khelil aura participé à une réunion de l'Organisation des pays arabes exportateurs de pétrole (Opaep), toujours dans la capitale égyptienne.

Une réunion qui examinera certains problèmes d'ordre administratif et en matière de formation, outre la distinction d'un chercheur algérien dans le domaine du stockage du gaz carbonique dans le sous-sol d'un gisement d'In-Salah

C. B.

ACTIVITÉS MINIÈRES

Plusieurs exploitations hors normes

Plusieurs exploitations minières sont hors normes. Le gouvernement a créé un grand groupe minier public dénommé Mines d'El Djazair.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Lancée depuis le début 2005, l'Agence nationale de géologie et de contrôle minier (ANGCM) a présenté, hier, son rapport d'activité pour les quatre années écoulées. Instituée par la loi minière de 2001, l'ANGCM est une autorité autonome chargée de mettre en place le service géologique national et de la surveillance administrative et technique à travers la police des mines, des exploitations minières et des chantiers de recherche.

Certes, l'ANGCM a bien avancé dans la conduite de ses missions, notamment le recouvrement des redevances minières auprès des exploitants miniers.

De même, l'Agence s'est déjà engagée pleinement dans la réalisation de deux

projets d'envergure, ainsi que dans la perspective de l'après-mines et la promotion des sites miniers orphelins.

Il est question, en effet, du lancement du projet de construction du Centre de conservation et de diffusion de l'information géologique (CCDIG), visant la promotion et une meilleure protection et valorisation du patrimoine géologique ex-situ national, ainsi que le lancement d'une consultation pour la réalisation, à l'horizon 2014, d'une cartographie géologique complète, cohérente, nouvelle et actualisée de l'Algérie.

Néanmoins, des insuffisances persistent en termes de respect des règles d'hygiène et de sécurité, avec un nombre d'accidents et de décès assez alarmant pour

raison de mauvaise manipulation.

De même, le bilan présenté a démontré que plusieurs exploitations minières sont soit à l'arrêt, abandonnées ou soit hors normes, en matière de préservation de l'environnement notamment.

Certaines exploitations activent de manière illicite, de multiples infractions à la réglementation minière sont commises, des centaines de mises en demeure sont adressées aux exploitants. Voire, peu d'exploitants prennent des mesures d'atténuation des infractions commises et remise en l'état des lieux.

Et ce là malgré la flexibilité, les PV et les actions de sensibilisation de l'ANGCM et les efforts de la police des mines.

D'où, selon le ministre de l'Energie et des Mines, Chakib Khelil, la nécessité

du respect strict des normes d'exploitation et de préservation de l'environnement, le recours à l'expertise agréée, universitaire, l'accentuation de la formation et l'ingénierie de qualité, l'amélioration des conditions de sécurité et un recouvrement total des redevances totales.

D'autre part, Chakib Khelil a rappelé la décision du gouvernement de créer un groupe minier national dénommé Mines d'El Djazair.

Ce groupe devrait regrouper les entreprises publiques qui faisaient partie auparavant de la holding Somines et est appelé à s'organiser rapidement.

Conçu sous forme de société par actions, Mines d'El Djazair aura pour mission de développer de nouvelles ressources minières.

C. B.